DOSSIER DE PRESSE

Forum Social Thématique

En vue de préparer le Forum Social Mondial de Tunis en mars 2013

« Pour une Méditerranée débarassée des armes atomiques »

Le 9 mars 2013 à MARSEILLE

De 9h à 18h

Cité des Associations
93, la Canebière
13001 Marseille

CONFÉRENCE DE PRESSE
Le 6 mars à 11h00
Marseille

campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire
ican
international campaign to abolish nuclear weapons

Avec le soutien de
Planète PAIX
www.mvtpaix.org

FORUM SOCIAL MONDIAL
E-T-E-N-D-U

CONTACTS PRESSE
ICAN - Marseille : Yves Perrin Toinain : 06 88 27 86 83 - Michel Dolot : 06 79 53 96 41
forummarseille@icanfrance.org
ICAN France: Catherine Rio : 01 40 12 72 34

SOMMAIRE

- Communiqué de presse..... P 3
- Programme..... P 4
- Rapide état des lieux des armes nucléaires en Méditerranée
  - Vers une Méditerranée sans armes nucléaire ?..... P 5
  - Si les armes nucléaires sont au nord de la Méditerranée, les déchets nucléaires sont déjà au sud..... P 6
  - Mobilisation nucléaire pour le désarmement nucléaire..... P 9
- Ils s'engagent pour le désarmement nucléaire..... P 10
- Qu'est-ce que le Forum Social Mondial ?..... P 11
- Qu'est-ce que ICAN ?..... P 12
- Paru dans la presse..... P 13

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour préparer le Forum Social Mondial de Tunis, ICAN France (Campagne Internationale pour l'Abolition des armes nucléaires), avec l'aide de ses associations provençales, organise le 9 mars 2013, un forum social thématique « *Pour une Méditerranée débarrassée des armes atomiques* » à la Cité des Associations (93, la Canebière à Marseille) de 9h45 à 18h30.

Plus personne ne peut contester aujourd'hui l'importance des travaux du FSM. Les opinions publiques changent et gagnent en crédibilité, le monde évolue comme en Amérique du Sud et comme le souhaitent désormais de plus en plus d'Africains.

Notre Méditerranée, tragique carrefour des relations Nord-Sud, qui a vu mourir tant de migrants et a assisté à tant de conflits armés, est la mer la plus militarisée du monde. Et pourtant, elle pourrait être immensément riche de la rencontre des peuples issus des trois continents qui l'entourent.
C'est à ces peuples désormais d'intimer l'ordre à leurs gouvernements respectifs de tout mettre en œuvre pour faire de la Méditerranée le berceau de la culture de paix.

Pour cela, il est impératif de faire disparaître les armes atomiques - point culminant de la pyramide des violences - dispersées sur les côtes méditerranéennes. Le désarmement nucléaire serait un grand pas vers l'abandon des autres armes de destruction massive (chimiques, bactériologiques) ; les traités pour interdire leur production ne sont pas signés par tous les pays (Égypte, Israël, Syrie). C'est la voie à suivre pour commencer la démilitarisation des pays méditerranéens.

C'est dans ce dessein que le Forum social thématique de Marseille traitera des divers aspects du risque nucléaire et des ripostes populaires à organiser pour s'en protéger.

Après l'accueil des participants par Pierre Villard, coordinateur de ICAN France, plusieurs tables rondes et débats seront organisés.

- « Les armes nucléaires au nord de la Méditerranée » présenté par Patrice BOUVERET, Directeur de l'observatoire des armements.
- « Les déchets nucléaires au sud de la Méditerranée» présenté par le Dr Abraham BEHAR, Président de l' AMFPGN.
- « Les ripostes populaires pour l'éliminations des armes nucléaires en Méditerranée » présenté par Luigi MOSCA (OTAN et bases américaines) et Michel DOLOT, Président du comité d'Istres du Mouvement de la Paix (base aérienne 125).
- A la fin de ces débats, intervention de Monsieur Tarek KABLI de l'Association des tunisiens des deux rives puis présentation et discussion d'une adresse au FSM avec les conclusions du Forum Thématique de Marseille.
- Au cours de la journée sera diffusé le film « Vent de sable » présenté par Monsieur Georges REYNIER, Président de l'AVEN Paca

CONFÉRENCE DE PRESSE
Le 6 mars à 11h00
Cité des Associations – 93, la Canebière -13001 Marseille

Inscription presse
A renvoyer à l'adresse suivante : ICAN France/AMFPGN - 27, groupe Provence, Avenue de Verdun - 13400 Aubagne
Par courriel : forummarseille@icanfrance.org
En ligne : https://sites.google.com/site/forumsocialthematiquemarseille - www.icanfrance.org

PROGRAMME

La parole doit être ouverte à tous les acteurs qui vivent des crises sociales au Nord et de profondes modifications politiques au Sud.

Doit-on s'accommoder d'un pays comme la France, armé de 300 bombes nucléaires et d'un sous-marin en état d'alerte ? Doit-on s'accommoder de plusieurs pays qui hébergent des armes nucléaires de l'Otan comme l'Italie et la Turquie ? Doit-on s'inquiéter du projet de bouclier antimissile américain en Turquie ? Doit-on s'accommoder d'un pays qui dispose de 80 bombes nucléaires et qui refuse tout débat comme Israël ? Que penser du programme « civil » nucléaire de l'Iran ? Doit-on discuter de toutes les armes de destruction massive, armes chimiques et biologiques présentes en Égypte et en Syrie ? Doit-on « oublier » les essais nucléaires de la France au Sahara et la contamination radioactive toujours présente ? Doit-on parler de programmes d'armes nucléaires à potentialité militaire en Égypte, Tunisie, Arabie Saoudite... ?

9h30 : Accueil des participants

10h - 10h15 : Bienvenue au nom d'ICAN
Pierre Villard, Coordinateur ICAN France

10h15 - 11h15 : Les armes nucléaires au nord de la Méditerranée, introduction de **Patrice Bouveret, Directeur de l'observatoire des armements**

11h15 - 12h15 : Les déchets nucléaires au sud de la Méditerranée, introduction de **Abraham Behar, Président de l'AMFPGN**

12h15 : Présentation du film sur les essais français au Sahara par **Georges Reynier, Président de l'AVEN PACA**

12h30 - 13h30 : Buffet

13h30 - 14h30 : Projection du film « Vent de sable »

14h30 - 16h15 : Les luttes pour l'élimination des armes nucléaires en Méditerranée par **Michel Dolot, Comité du Mouvement de la Paix d'Istres** pour les actions en France et **Luigi Mosca** sur l'OTAN et les bases américaines en Italie

16h15 - 16h30 : Pause

16h30 - 18h30 : Appel pour le FSM de Tunis par un Responsable de ATCR (Association des tunisiens citoyens des deux rives) : présentation et discussion d'une adresse au FSM avec les conclusions du Forum Thématique de Marseille

18h30 : Clôture du Forum

RAPIDE ÉTAT DES LIEUX DES ARMES NUCLÉAIRES EN MÉDITERRANÉE

Vers une Méditerranée sans armes nucléaires ?

Par Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements

Faire de la Méditerranée une zone sans armes nucléaires, nécessite au préalable d'établir un état des lieux de leur présence dans la zone méditerranéenne et d'examiner quelques-uns des éléments de blocage politique qui sont autant de verrous qu'il nous faudra faire sauter…
Durant la guerre froide, la présence permanente et massive d'une flotte de guerre américaine et russe — sans oublier les bases françaises de Toulon, Istres…—, faisait de la Méditerranée la mer la plus militarisée et nucléarisée du monde. Aujourd'hui qu'en est-il ?

France

Troisième puissance nucléaire mondiale, la France est aujourd'hui un des principaux « goulot d'étranglement » de la mise en œuvre d'une politique d'élimination des armes nucléaires au niveau mondial. Outre sa responsabilité engagée par rapport aux essais nucléaires en Algérie, dont elle s'est retirée en laissant sur place nombre de déchets nucléaires et une zone largement polluée, la France dispose toujours sur son flanc sud, d'une base nucléaire à Istres et d'un port militaire à Toulon qui sert de base pour les sous-marins nucléaires d'attaque où le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle sert de plate-forme d'envol pour la force nucléaire aéroportée…

Armes nucléaires de l'Otan sur le flanc sud de l'Europe

Vestige de la guerre froide, les États-Unis ont déployé en Europe des armes nucléaires tactiques, dont environ 200 sont toujours réparties dans 5 pays membres, à la fois de l'Union européenne et de l'Otan, dont plusieurs sont situés sur le pourtour de la Méditerranée : Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie. Des débats ont lieu quant à leur retrait total, mais certains pays européens, comme tout particulièrement la France, s'y opposent.

Israël

L'option nucléaire est au cœur de la stratégie sécuritaire d'Israël quasi depuis sa création, au départ avec l'aide de la France. Tout en développant son arsenal nucléaire, Israël utilise tous les moyens pour maintenir son monopole de ce type d'armes au Moyen-Orient. Ce qui est de fait un encouragement pour d'autres acteurs de la région à vouloir développer, à n'importe quel prix, un arsenal nucléaire…

C'est en 1974 que le projet de création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU… En 2010, lors de la dernière conférence d'examen du Traité de non-prolifération, une des rares décisions adoptée, demandait la tenue d'une réunion en 2012 pour la mise en place d'une telle zone… Mais face au blocage principalement israélien, cette rencontre n'a toujours pas pu se tenir.
La création d'une telle zone ne peut se limiter au Moyen-Orient et devra être élargie à l'ensemble des pays du pourtour de la Méditerranée.

Mais la question qui se pose alors pour l'ensemble de la société civile — et nous aurons l'occasion d'en débattre tout au long de cette journée — pourrait être résumée de la manière suivante : comment enclencher une dynamique politique, tout particulièrement parmi les États dotés d'armes nucléaires comme la France ou Israël, débouchant sur une réelle négociation, de « bonne foi », pour l'élimination des armes nucléaires ?

Si les armes atomiques sont au nord de la Méditerranée, les déchets nucléaires sont déjà au sud

Par Dr. Abraham Behar, président de l'AMFPGN

Il est de tradition pour les géopoliticiens, quand on évoque la question nucléaire autour de la Méditerranée, de parler de la « réalité » des armes et des stocks atomiques pour le sud de l'Europe (+ Israël), et de « suspicion » de prolifération nucléaire pour le sud de la mare nostrum. La situation est toute différente pour les peuples, car quelque soient les origines (du simple réacteur dit de recherche aux stock d'armes atomiques) un trait d'union existe de part et d'autre de la Méditerranée, celui des déchets nucléaires, avec une conséquence universelle, les effets nocifs sur la santé publique.

Pour nous médecins, même si nous privilégions dans notre action la prévention des épouvantables conséquences d'une guerre nucléaire, nous savons aussi que les déchets nucléaires, quelque soient leurs genèses, sont toujours une menace immédiate, ou retardée pour la santé de toute les populations. On en a la preuve lors de tout accident atomique, civil ou militaire, où à l'unisson TOUS les gouvernements quand ils sont contraints de communiquer à ce sujet, commencent tous leurs interventions par un déni total de tout effet pathologique pour les riverains. Il est temps pour les peuples méditerranéens, y compris pour ceux qui ont retrouvé l'espérance de la liberté, de connaître et de juger par eux-mêmes la réalité vérifiable des déchets nucléaires, de savoir leur possible impact sur la santé et sur le rôle délétère de l'omerta des gouvernants.

Car ces déchets, « valorisables » ou pas, sont des radionucléides qui ont une toxicité chimique et une radio toxicité avec un effet immédiat et retardé. Si on prend exemple sur notre pays détenteur du record mondial de poids de déchets nucléaires par habitant, tous les peuples concernés peuvent à leur tour remettre en cause le secret d'État, se mobiliser comme en Égypte ou en Tunisie pour savoir la vérité à l'occasion des accidents et des fuites des déchetteries jamais étanches. L'exposé qui sera fait le 9 mars à la Cité des associations à Marseille au sein du forum social thématique, a comme objectif d'ouvrir le débat sur cette question à partir des exemples identifiés au sud de la Méditerranée, et qui viennent s'ajouter aux nombreux cas de pollution nucléaire au nord. Voici en résumé quelques exemples pour illustrer ce propos.

Au Maroc

Le réacteur, opérationnel depuis 2009, est un TRIGA (Training, research, isotopes General Atomics) de la compagnie américaine General Atomics. Il utilise comme combustible l'hydrure de zirconium, uranium enrichi à 20 %. Le combustible acheté aux États-Unis par le Maroc dans les années 80, était jusqu'à la construction et la mise en exploitation du réacteur, stocké en France. La puissance maximale du réacteur est de 2 MW. Il est installé dans la forêt de Maanoura (à 35 Km de Rabat et près du port de Kenitra). A peine installé et on signale déjà un accident : le 31 mai 2012, le Diario de Séville signale l'arrivée en Espagne de ferrailles contaminées au Césium 137 venant de Kenitra. Malgré le déni du gouvernement, le journal Libération du Maroc a pu soulever le problème d'une entorse grossière aux règles de radioprotection.

En Algérie

Il existe depuis 1993 un réacteur modéré à l'eau lourde et donc plutonigène de 15 MW appelé « es salam », de fabrication chinoise, et un laboratoire de séparation isotopique à Ain Oussera (à 160 Km au sud d'Alger). Depuis 1989, il existe un deuxième réacteur de fabrication argentine à Nour. L'AIEA a signalé la présence de plutonium 239 de qualité dite militaire, et même d'uranium enrichi.
Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt ! La pollution massive, persistante par des déchets nucléaires se trouve dans le région de Regane (Sahara) et d'In Ecker (Hoggar). Il s'agit du souvenir indélébile des essais nucléaires français (24 en tout), dont le plus célèbre est « gerboise bleue ». La dernière enquête in situ faite par l'équipe de Bruno Barrillot, confirme la contamination radioactive en surface et l'absence de toute étude d'impact sanitaire sur la population. Les interdits sont en train d'être levés et des médecins et scientifiques algériens sont volontaires pour effectuer une étude épidémiologique, avec une collègue formée à Marseille.

En Tunisie

Le rêve de l'ancien président Ben Ali d'installer une centrale de 900 MW au bord de la mer avec l'aide de la France semble abandonné par le gouvernement actuel. Mais ce débat futuriste ne doit pas cacher la réalité de la présence de pollution radioactive : à Ghilouf (délégation d'El Hamma) dans une zone militaire, on a découvert le 8 mai 2012 une déchetterie nucléaire sans contrôle. Cette zone aurait été mise à la disposition de l'OTAN depuis 1994 selon African Manager. Une grève à eu lieu à Gabes pour exiger la vérité sur cette découverte et selon Radio Mosaïque, une équipe de professionnels est sur place. Il n'y a pas à ce jour de dossier exhaustif, même si certaines mesures confirmeraient la pollution. Cette protestation populaire est la première du genre en Tunisie.

En Libye

Les protocoles de transfert de technologie nucléaire entre la France et la Libye sont aujourd'hui caducs comme tous les accords de transit. Une faible partie de l'uranium naturel extrait de la mine d'Ar Lit (Niger) transitait au travers de la Libye vers l'Europe. Le 29 septembre 2011, le Nouvel Observateur signale la découverte de sacs plastiques contenant de l'uranium naturel stockés près de Sabha. L'inquiétude est la suivante, existe-t-il d'autres stocks en Libye? Sans contrôle ni information pour la population ?

En Égypte

Au centre atomique d'Anshas (banlieue du Caire) se trouvent deux réacteurs du centre de recherche nucléaire :

- ETTR-1 - réacteur à eau légère de 2 MW (fourni par l'URSS en 1958)
- ETTR-2 - réacteur de 22 MW (fourni par l'Argentine en 1998)

L'inquiétude pour les populations civiles est focalisée sur la vétusté d'ETTR-1. Il y a eu le 25 mai 2011, un grave accident classé niveau 3 par l'AIEA. Une pompe a explosé et dix mètres cube d'eau très radioactive se sont répandus sans aucune mesure de précaution pour les travailleurs et les riverains. C'est le deuxième accident en un an, avec la même opacité de l'État sur l'étendue de la contamination radioactive (*Source : adnkronos.com*).
Dans ce contexte, on peut comprendre la réaction des bédouins en lutte contre un autre projet : les habitants de la région d'El-Dabaa ont bloqué durant plusieurs semaines le chantier de la première centrale nucléaire égyptienne et menacent de tuer toute personne qui tentera de mettre fin à leur action de protestation illimitée, écrit le quotidien égyptien Al-Masri Al-Youm.
Par ailleurs, le procureur général a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'enterrement en Égypte, de déchets nucléaires dangereux. Les membres du comité des Libertés au syndicat des avocats, El-Sayed Hamed Mohamed, Nasser el-Asqalani et Tarek Ibrahim ont déposé une nouvelle plainte au procureur général, le conseiller Abdel Meguid Mahmoud, contre l'ancien Président Hosni Moubarak et les anciens Premiers Ministres Atef Ebeid et Ahmad Nazif pour avoir permis l'enterrement en Égypte de déchets nucléaires dangereux.
Le printemps arabe joue ici son rôle dans la quête de la transparence par la population, et son exigence d'une évaluation réaliste des dangers.

En Israël

Le patron de la Commission de l'Énergie Atomique israélienne s'est exprimé le 20 juin 2011 à la tribune de l'AIEA pour annoncer de nouvelles mesures de sécurité. Selon Haaretz, Shaul Horev confirme qu'Israël applique les standards de l'AIEA à ses deux réacteurs ainsi qu'à la gestion des déchets nucléaires.
Il est question du centre de recherche nucléaire de Soreq (Galilée) et de celui du Néguev à Dimona. Le premier site est un petit réacteur de 5 Mégawatts fourni à Israël par les USA dans les années 50. Il est sous supervision de l'AIEA et inspecté par les experts internationaux deux fois par an.
Le second réacteur d'une capacité annoncée de 24 Mégawatts a été fourni par la France en 1958. Sa puissance réelle serait de plus de 70 Mégawatts. La communauté internationale estime que ce site produit des matières fissiles (Plutonium 239) à usage militaire.
On attribue sans preuves explicites, 80 têtes nucléaires stockées en Israël, soit 20 têtes opérationnelles. Par contre, on connaît avec certitude les vecteurs (missiles ou autre) utilisables par cet État. Cette question du nucléaire militaire, tout à fait fondamentale, occulte aussi la sécurité et les effets sur la santé publique pour la population. Au delà du secret militaire, on fait face à un tabou qui empêche toute étude d'impact, toute évaluation épidémiologique. Non seulement

le réacteur de Dimona est construit sur une zone sismique, la faille du Rift, mais sa vétusté est devenu un problème et elle entraîne des rejets massifs de tritium, répandus sur les riverains aussi bien vers Dimona ville que vers Hébron.
Il y a déjà eu des accidents graves comme le 14 décembre 1966, un accident critique s'est produit dans l'unité n ° 36 de l'Institut 2 : un employé a été tué et une zone entière a été contaminée. En 1990, un incendie a éclaté dans la centrale qui a dû être arrêtée pendant une longue période de temps. Le stockage des déchets nucléaires, même si une partie d'entres eux sont évacués aux USA (en même temps que les déchets de Turquie) posent des problèmes.
On accuse Israël d'enfouir dans le Golan syrien occupé, des déchets radioactifs à Nachbet al-Moqbila se trouvant dans la zone du mont Hermon (Jabal Cheikh), selon une source syrienne.
Toutes ces informations mériteraient d'être vérifiées par des enquêtes indépendantes, impossibles face au tabou officiel.

Au Liban

Deux sources d'inquiétudes : l'absence de dispositif fiable de contrôle de la radioactivité en particulier aux frontières et l'évacuation des déchets nucléaires existants sur le sol libanais.
Une seule donnée a pu être vérifiée : le 11 septembre 2009, le Liban à évacué vers la Russie du cobalt 60.

En Syrie

Le black-out est total sur cette question en dehors de la polémique sur le Golan. L'omerta traditionnelle des dictatures règne ici.

Ces quelques exemples sont en faveur d'un questionnement global sur la contamination radioactive quelque soit le pays. La dernière découverte d'une contamination massive au thorium 232 d'une base militaire en Sardaigne, utilisée par l'OTAN (*source AMFPGN - 2 juillet 2012*) avec des conséquences importantes en terme de santé publique sur les brebis et les bergers, confirme cette assertion (les détails peuvent être retrouvés dans l'émission de France 3).

Le Forum social thématique du 9 mars 2013 va pouvoir éclairer les participants sur ce sujet, et nous espérons faire une synthèse des points de vue que nous transmettrons au Forum social mondial de Tunis du 24 au 30 mars 2013.

Mobilisation citoyenne pour le désarmement nucléaire

Par Michel Dolot, Comité du Mouvement de la Paix d'Istres

Le choix français d'être une des quatre puissances militaires qui dominent la planète en maintenant, malgré son coût exorbitant, sa capacité de répandre la mort et la désolation en n'importe quel point du globe, l'a tout naturellement conduit à développer à Istres la plus grande base militaire française. La BA 125.

La stratégie agressive de défense de la France a fait de la BA 125 une base stratégique sur la Méditerranée pour la composante aéroportée de sa force nucléaire, le pont d'envol pour toutes nos guerres et opérations extérieures en Afrique et au Moyen, Proche-Orient mais aussi du transit pour le maintien en condition opérationnel de nos bases à l'étranger.

Il ne faut toutefois pas oublier que, paradoxalement, c'est d'Istres que décollent les aides humanitaires vers des populations sinistrées. L'élimination des armes nucléaires stockées et manipulées à Istres, prêtes à l'emploi, s'inscrit bien évidemment dans les campagnes internationales pour abolir l'arme nucléaire, mais elle ne peut aboutir sans l'implication citoyenne des riverains de la base aérienne. La présence de cette base à Istres, prestigieuse par sa renommé pour les essais en vol, ne présente pas que des avantages loin s'en faut !

La population riveraine est très mal informée, ignorante très souvent de la présence des bombes atomiques mais aussi très mal préparée au risque nucléaire, au risque industriel (13 sites Seveso en bout de piste à Fos- sur-mer), et ne connait pas les nuisances liées à la présence de cette base militaires (nombre de mouvements d'aéronefs, impact des 3500 personnes qui y travaillent chaque jour, 600 d'entre elles y demeurant en permanence, impact économique local…).

Au delà des riverains, il convient de faire de la présence des armes nucléaires un enjeu politique, que certains maires des communes riveraines ont tranché en adhérant à l'Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix (AFCDRP), branche française de « Mayors for Peace », créé par le maire d'Hiroshima afin de rassembler tous les maires qui souhaitent entre autres, placer leurs administrés à l'abri du risque militaire nucléaire.

Nul doute que la nouvelle campagne, initiée à Oslo quelque jours avant notre forum thématique, qui s'appuie sur la connaissance des risques humanitaires considérables liés à l'existence des armes atomiques va compter dans les actions à mener auprès des riverains des bases nucléaires afin qu'ils deviennent avec leurs élus une force qui compte au sein du mouvement pour l'abolition des armes nucléaires.

Loin des débats diplomatiques opposant les puissants de ce monde autour de l'existence ou non de cet abominable outil de domination qu'est l'arme atomique, les populations qui sont les cibles de ces armes doivent s'emparer de l'incontournable nécessité d'abolir l'arme nucléaire.

ILS S'ENGAGENT POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

LA CROIX ROUGE LE CROISSANT ROUGE

Le Conseil des Délégués de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge venus du monde entier ont approuvé le 26 novembre 2011, une Résolution historique appelant à l'élimination totale des armes nucléaires et affirmant sa détermination à s'engager en faveur de cet objectif de sécurité commune. La plus importante organisation humanitaire au monde, qui regroupe 97 millions d'hommes et de femmes indique son inquiétude croissante concernant les conséquences humanitaires que fait peser la dépendance persistante aux armes nucléaires au 21e siècle.

La Résolution affirme que les Délégués sont « *profondément préoccupés par la puissance destructrice des armes nucléaires, les indicibles souffrances humaines qu'elles provoquent, la difficulté de contrôler leurs effets dans l'espace et le temps, la menace qu'elles représentent pour l'environnement et les générations futures et les risques d'escalade qu'elles créent* ».

PAUL QUILÈS BERNARD NORLAIN JEAN-MARIE COLLIN

En France, l'arme nucléaire associée au concept de dissuasion ferait l'objet d'un « consensus ». Dans le discours officiel, cette arme est présentée comme « l'ultime garantie de notre sécurité», « garante de l'indépendance nationale » ou encore notre « assurance-vie ». Ce discours lénifiant masque une réalité totalement différente, sur laquelle l'arme nucléaire n'a plus de prise.

Démontrer que celle-ci n'a plus la même pertinence face aux défis du monde actuel, dénoncer la désinformation, briser l'« omerta » sur ce sujet : autant de thèmes abordés ici, pour que s'ouvre enfin un débat fondamental à notre stratégie de sécurité, mais aussi pour la survie de l'humanité.

STEPHANE HESSEL ALBERT JACQUARD

Stéphane Hessel et Albert Jacquard conjuguent leur voix pour lancer un appel au désarmement nucléaire total, en complément d'un état des lieux établi avec l'Observatoire des armements. Parce que l'existence de ces armes menace le destin de l'Humanité. Parce que les arsenaux du monde entier contiennent l'équivalent de 60 000 bombes de la puissance de celle d'Hiroshima. Parce que l'Iran, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord détiennent ces armes dans un contexte géopolitique d'une extrême fragilité. Parce que l'avènement de l'ère nucléaire militaire, toute force de dissuasion, tout équilibre de la terreur, sont devenus de tragiques illusions. Parce qu'il n'est pas trop tard, et qu'une prise de conscience et une sensibilisation du public s'imposent.

QU'EST- CE QUE LE FORUM SOCIAL MONDIAL ?

Le Forum Social Mondial est un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, réseaux, ONG et d'autres organisations de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme. A la première rencontre mondiale de 2001, a succédé un processus mondial de recherche et de construction d'alternatives aux politiques néo-libérales. Cette définition est inscrite dans la Charte de Principes du FSM.
Le Forum social mondial se caractérise également par sa pluralité et par sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il se propose de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'un autre monde, sans prétendre pour autant incarner une instance représentative de la société civile mondiale. Le Forum Social Mondial n'est ni une association ni une organisation.

Dates et lieu du Forum

Le Forum Social Mondial 2013 aura lieu du 26 au 30 mars 2013 à Tunis sur le site de l'Université d'El Manar.

Contacts avec les autorités

D'ores et déjà, le gouvernement a donné son accord pour l'organisation du FSM 2013. Les contacts suivants ont été réalisés : rencontres avec le président de la République, avec le chef du gouvernement, le ministre des Affaires Sociales (qui a désigné une personne pour les contacts avec le Comité de pilotage) et le Ministère de l'Intérieur. De même, des contacts ont eu lieu avec les ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Culture.

Un Conseil Interministériel s'est réuni le 17 décembre et a décidé d'apporter toute l'assistance nécessaire pour la tenue du FSM.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec l'Université d'El Manar qui ont permis de mettre en place un Comité Conjoint de suivi incluant des personnes du Comité de pilotage, de l'Université et des architectes. Les travaux et aménagements nécessaires ont déjà commencé avec l'aide du Génie Militaire.

Un programme de collaboration entre le Comité de pilotage et l'Université a aussi été mis en place. Il comporte trois composantes :

- logistique
- formation et information des étudiants (trois sessions sont prévues)
- thématique : implication dans le Forum Science et démocratie, travail conjoint pour l'organisation de sessions sur des problématiques choisies en commun lors du FSM

QU'EST-CE QU' ICAN ?

Qui sommes-nous ?

La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) vise à galvaniser le soutien de la population et des gouvernements pour un traité d'interdiction et d'élimination de toutes les armes nucléaires. Un tel traité interdirait la production, les essais, la possession et l'utilisation des armes nucléaires et établirait des mécanismes nécessaires pour les éliminer dans un délai convenu. Déjà la majorité des pays du monde soutient ce plan et une très grande partie des opinions publiques. Maintenant, nous avons besoin de vous pour en faire une réalité.

Construire une dynamique

La campagne ICAN a été lancée dans une douzaine de pays en 2007. Depuis sa création, ICAN a développé des stratégies coordonnées et a renforcé les liens entre les campagnes nationales et l'action internationale, en élargissant le mouvement d'abolition à d'autres secteurs et en diffusant l'information sur la nécessité d'une interdiction totale des armes nucléaires comme étant le chemin le plus réaliste pour parvenir à l'abolition.
Jusqu'à maintenant plus de 200 organisations dans 60 pays ont adhéré à la campagne, entre autre les Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire ou Mayors for Peace, qui étaient parmi les premiers partenaires. Des personnalités y participent également en tant qu'ambassadeurs d' ICAN - dont le Dalaï Lama, le leader anti-apartheid Desmond Tutu, la lauréate du prix Nobel de la paix pour la campagne contre les mines antipersonnel Jody Williams ou la légende du jazz Herbie Hancock. Avec leur soutien, nous avons donné une nouvelle dimension à notre message.

Quelle stratégie pour ICAN ?

En s'appuyant sur le soutien sans précédent pour un traité universel d'interdiction des armes nucléaires,
ICAN entend renforcer l'engagement de la société civile et des gouvernements pour mettre à l'ordre du jour l'interdiction totale des armes nucléaires comme le prochain grand objectif de négociations de la communauté internationale.

ICAN élargit son audience pour obtenir l'implication de nouvelles organisations travaillant dans l'humanitaire, les droits de l'homme ou l'environnement et pour collaborer étroitement avec les gouvernements qui soutiennent la campagne.

ICAN développe de nouveaux médias et de l'information pour inspirer et convaincre de la nécessité d'un traité d'abolition des armes nucléaires en direction de tous les publics et de toutes les situations géopolitiques. grande chaîne du monde pour la négociation d'un traité d'abolition des armes nucléaires, une initiative qui a été lancée par un groupe d'étudiants d'Hiroshima.

Contacts ICAN International :

Mme Arielle Denis : arielle@icanw.org - tel: +41 (0)22 919 70 80 (Europe, Middle East, Africa)

M. James Norman: james@icanw.org - tel: +61 415248786 (Australia, Pacific Asia)

PARU DANS LA PRESSE

Planète PAIX
www.mvtpaix.org

Février 2013

MONDIALISER LA PAIX

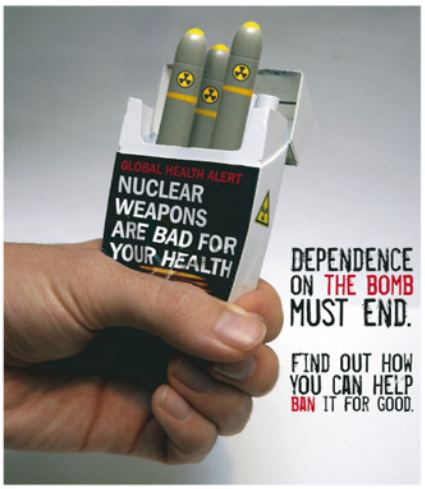
FORUM SOCIAL MONDIAL

Pacifier la Méditerranée

La coordination française de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire (ICAN) organise une journée forum à Marseille le 9 mars dans le cadre du Forum social mondial étendu. Abraham Behar, président de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire en explique les enjeux.

Qu'est-ce qui a amené le collectif ICAN France à s'engager dans le processus des Forums sociaux au travers de ce forum de Marseille ?

ICAN France est certes un collectif d'organisations, mais ce collectif est réunit pour faire campagne chez nous pour l'abolition des armes nucléaires au travers d'une convention entre États, décrivant les étapes réalistes pour y parvenir. Cette campagne à une cible première, l'opinion publique, et donc un devoir pour nous d'étendre le plus possible le dialogue populaire sur ce sujet. C'est dans



cet esprit que nous avons décidé de rentrer dans la mécanique de préparation du Forum social mondial, au travers d'une préparation collective par l'organisation de forums thématiques, différente de la participation de nos organisations une par une. Il s'agit, plus que la recherche d'une adhésion à notre campagne, d'une écoute des gens eux-mêmes, pour porter ensemble leurs conceptions du chemin à parcourir, leurs perceptions du lien avec leur vie quotidienne, au niveau international où se place notre campagne. La journée du 9 mars 2013 à Marseille est le banc d'essais de cette conception, il nous faudra ensuite en faire l'analyse critique pour l'avenir.

En quoi la thématique "Pour une Méditerranée débarrassée des armes atomiques" est-elle d'actualité ?

Le thème proposé : "pour une Méditerranée débarrassée des armes atomiques" répond magnifiquement à notre réflexion commune. Aujourd'hui les conflits armés sont tous au pourtour de cette mer et pas seulement ceux du Mali et de la Syrie, avec des caractéristiques similaires sous forme de moyens militaires "classiques" certes sophistiqués, mais non nucléaires. Il est de notre devoir de démasquer la face cachée de la menace atomique et de remettre l'initiative aux mains des peuples, en soulignant les conséquences nocives immédiates et mesurables de l'encombrement des moyens nucléaires dans cette zone. Car le Maghreb comme le Machrek sont aussi le lieu d'un immense réveil des consciences des peuples, et qui peuvent s'approprier cette question en lien étroit avec toutes les luttes menées contre les armes nucléaires au sud de l'Europe.

De quoi parlera-t-on au juste ?

Le forum d'ICAN France à Marseille est d'abord une initiative nationale, même si le public de la région PACA est plus particulièrement interpellé. Car il s'agit d'abord de fournir les éléments de base de la réalité de la menace nucléaire située au sud de l'Europe, du Portugal à la Turquie, en faisant découvrir à tous le système atomique en place, les bases comme les flottes engagées en permanence dans la Méditerranée. Il s'agit ensuite d'énumérer les dégâts sur la santé publique des riverains du sud et de l'est, en lien avec des déchets nucléaires abandonnés entre autre par les pays nucléaires comme la France. Cette discussion n'aurait aucun sens si elle ne s'accompagnait pas du récit des luttes à Istres et Toulon, en Sardaigne ou à Inçevik en Turquie.

Qu'attendez-vous à ce Forum ?

Nous attendons d'abord un message fort, unifiant les points de vue de notre peuple, travailleurs immigrés compris, vers le rassemblement du FSM de Tunis, en faveur d'une campagne commune pour la fin de la menace atomique qui pèsent sur tous. Nous attendons aussi un nouvel élan pour notre collectif. Le forum de Marseille, avec la participation à la conférence d'Oslo pour le soutien à la convention, place ICAN France à la pointe de notre campagne internationale.

Propos recueillis par Pierre Villard

EN SAVOIR PLUS

• *www.icanfrance.org*

La résistance spirituelle
témoignage chrétien
www.temoignagechretien.fr

Tribune - 7 février 2013

Libérer la France des armes nucléaires

Par Jean-Marie Muller

Les Français ont toujours été tenus à l'écart de tout débat démocratique sur les enjeux de l'arme nucléaire. Jean-Marie Muller* précise les éléments majeurs de ce débat.

Il convient de prendre à la lettre la déclaration de l'Assemblée Générale de l'ONU (24 novembre 1961) qui affirme que tout État qui emploierait une arme nucléaire commettrait « un crime contre l'Humanité et la civilisation ».

Il s'agit certes d'un jugement éthique : l'emploi de l'arme nucléaire serait le reniement de toutes les valeurs humaines qui fondent la civilisation. Mais ce n'est pas seulement l'intention moralement inacceptable qui constitue le crime nucléaire : celui-ci est constitué essentiellement par le meurtre de millions d'innocents. La dissuasion nucléaire est précisément fondée sur la préméditation de ce meurtre. Et il est de la responsabilité indissociablement éthique et politique des citoyens de ne pas consentir à ce crime.

L'arme nucléaire ne mérite que l'objection de notre conscience et de notre raison. Déjà en 1946, Georges Bernanos affirmait « À un monde de violence et d'injustice, au monde de la bombe atomique, on ne saurait déjà plus rien opposer que la révolte des consciences, du plus grand nombre de consciences possible » (1). Malheureusement, les consciences ne se sont pas révoltées. Elles se sont habituées. Elles ont collaboré.

STRATÉGIE DU NON-EMPLOI

Prétendre que la dissuasion nucléaire serait fondée sur une stratégie du non-emploi est une contre-vérité. Certes, par elle-même, la dissuasion n'est pas l'emploi, mais elle est l'emploi de la menace, et l'emploi de la menace comporte directement la menace de l'emploi. Dès lors que l'emploi de l'arme nucléaire serait un crime contre l'humanité, la menace de l'emploi est déjà criminelle.

Quand l'éventualité d'un désarmement nucléaire unilatéral de la France est évoquée, une objection fréquemment avancée est celle-ci : « Si nous renonçons à l'arme nucléaire, par quoi la remplacerons-nous ? »

Pareille question suppose que l'arme nucléaire participerait à la défense de nos libertés, qu'elle serait la garante de notre sécurité. Mais c'est précisément cette supposition qu'il importe de récuser. Elle ne correspond en rien à la réalité des faits. L'arme nucléaire ne nous protège d'aucune des menaces qui pèsent sur notre société, mais elle est elle-même une menace.

Quel que soit le scénario envisagé, tout emploi de l'arme nucléaire provoquerait une catastrophe humaine dont les conséquences seraient incalculables et irréparables. Le passage à l'acte est impossible, parce qu'il est impensable. L'arme nucléaire n'est pas une arme légitime de défense, mais une arme criminelle de terreur, destruction, de dévastation et d'anéantissement. Elle est inutile en temps de paix, parce qu'elle est inutilisable en temps de crise.

CONSÉQUENCES IRRÉPARABLES

Le 18 décembre 2011, François Hollande a développé, dans une tribune, sa vision de la dissuasion nucléaire. À deux reprises, le candidat socialiste affirmait clairement que la dissuasion nucléaire française est fondée sur une stratégie d'emploi.

« La force océanique stratégique, écrit-il, nous donne la capacité de frappe partout où la menace suprême pourrait se manifester. […] Cette composante est modernisée, puissante et ses moyens de frappe contribuent à faire de la France un pays respecté. »

Il est remarquable que le candidat socialiste n'envisage aucunement quelles seraient les conséquences irréparables de ces frappes nucléaires pour les autres et pour nous-mêmes. Combien de millions de morts

? Combien de territoires dévastés ? Il est dans le déni le plus total de la réalité des risques considérables qui seraient pris.

DÉSARMEMENT UNILATÉRAL

Point n'est besoin de rechercher une alternative à un crime contre l'humanité. La notion même d'alternative à un crime est totalement dépourvue de sens. Certes, il importe de rechercher et de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour défendre la démocratie contre toute menace totalitaire. Mais, précisément, cela implique de se défendre contre la menace totalitaire de l'arme nucléaire.

On peut rêver d'un « monde sans armes nucléaires », mais ce rêve se heurte au fait que les États dotés ont programmé et financé à grands coûts/à grands coups de milliards la modernisation de leur arsenal nucléaire pour les prochaines décennies. Dès lors, il apparaît que le désarmement mondial n'est pas possible dans un délai prévisible.
En tant que citoyens français nous n'avons de pouvoir de décision que sur le désarmement français. C'est pourquoi il appartient aux citoyens français que nous sommes d'exiger dès maintenant le désarmement unilatéral de la France. Pour ne pas laisser s'éteindre la flamme fragile de l'espérance.
(1) Georges Bernanos, Français si vous saviez, Gallimard, 1961, p. 127.

* Philosophe, Jean-Marie Muller est porte-parole national du Mouvement pour une Alternative Non-violente. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont Le Christianisme face aux défis des armes nucléaires (Golias, 2011). Une pétition en ligne en faveur du désarmement nucléaire unilatéral est disponible sur : www.francesansarmesnucleaires.fr.

Forum Social Thématique

Pour préparer le Forum Social Mondial à Tunis en mars 2013

Le **9** mars 2013 à **MARSEILLE** **de 9h à 18h**

Cité des associations, 93 la Canebière

Pour une Méditerranée débarrassée des armes atomiques

Une menace nucléaire sur la Méditerranée ?

- Turquie, Israël, Italie, France avec des armes nucléaires
- Une présence américaine importante
- Une prolifération envisagée dans plusieurs pays

Mettons au grand jour la réalité des menaces nucléaires !

Un autre monde est possible … sans armes nucléaires !

campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire
ican
international campaign to abolish nuclear weapons

Avec le soutien de

Planète Paix
www. mvtpaix.org

FORUM SOCIAL MONDIAL
E-T-E-N-D-U

■ Plus d'info : *www.icanfrance.org/* ■ Contact : *forummarseille@icanfrance.org*